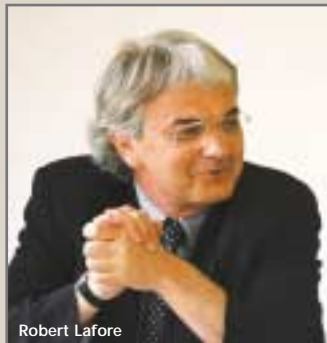


EDITORIAL



Robert Lafore

Pendant les vacances, les travaux continuent

La vie scolaire est ainsi faite qu'on pourrait aussi bien présenter ses vœux au mois de septembre qu'en janvier, tant la notion de « nouvelle année » a longtemps été synonyme de « rentrée des classes ». Mais le rythme apparemment immuable des saisons universitaires n'est pourtant pas aussi figé. L'époque n'est plus, pour un établissement comme le nôtre, où l'on se quittait à la mi-juin pour ne se retrouver qu'à la fin du mois de septembre, au commencement de l'automne.

Nous avons décidé, pour la première fois cette année, d'organiser nos épreuves de recrutement en première année et en « entrée directe », au début du mois de juillet. Est-ce du fait de cette modification de calendrier ou consécutivement à la montée en puissance de notre nouvelle maquette pédagogique ? Toujours est-il que l'afflux a été considérable : 2.300 candidats présents aux épreuves de première année, soit une augmentation de plus de 700 candidats par rapport à l'an dernier. Qu'on imagine simplement qu'au soir du 11 juillet, jour de

Suite en page 2 >>>

DOSSIER

L'image de Sciences Po en ligne de mire

Des élèves de l'TUP Communication de l'Université Michel-de-Montaigne - Bordeaux 3 ont effectué une étude sur l'image de Sciences Po Bordeaux. Deux populations ont été interrogées : des personnalités institutionnelles et des représentants de la communauté éducative lycéenne. Les commentaires des uns et des autres sur l'image - vraie ou fausse - de l'Institut sont très instructifs.



« Nous ne sommes pas autres choses que l'image que nous donnons de nous-mêmes : alors mieux vaut y regarder à deux fois avant de la choisir ». La citation de Kurt Vonnegut, extraite de la « Nuit noire », illustrerait sans nul doute une controverse sur l'art

et la manière de parfaire sa représentation. Sciences Po Bordeaux, sans entrer dans le débat, s'est simplement posé la question de son « image externe ». L'Institut a confié cette mission à des étudiants en communication, confrontés à une étude

de cas concrète. Avec rigueur et méthode, deux groupes d'élèves ont enquêté auprès d'un certain nombre de personnalités institutionnelles et de représentants du monde lycéen.

□ □ □

Suite en page 3 >>>

Sommaire

L'image de Sciences Po en ligne de mire

Pages 1 / 3 / 4

Interview de Michel Prada

Page 5

La science politique et l'élection du printemps 2002

Pages 6 / 7

Les nouvelles données de l'information

Page 8

Ground Zero

Page 9

« Rencontres » : une page se tourne

Page 10

L'Europe, Voyages aux longs cours

Page 11

et aussi...

CHRONIQUE : Ludovic Renard

Page 2

TRAJECTOIRE : un porte parole polyglotte

Page 12

EDITORIAL
SUITE...

L'examen d'entrée en première année, ce sont plus de 9.200 copies que le Service des Admissions devait gérer, répartir auprès des correcteurs et recueillir, dix jours plus tard, pour intégrer immédiatement 9.200 notes de sorte qu'au 25 juillet, sans la moindre erreur, les résultats « soient en ligne », selon la formule consacrée, sur notre site Internet. A tous : administrateurs, informaticiens, correcteurs, surveillants qui ont participé, à un titre ou à un autre, à la réussite de cette opération, j'adresse un cordial et chaleureux « merci ».

Le chantier complexe de mise en forme de notre nouvelle maquette pédagogique se poursuit. C'est ainsi qu'à la fin du mois d'août s'est tenu un séminaire de rentrée rassemblant tous les intervenants pédagogiques permanents de l'établissement, destiné à définir désormais concrètement l'ensemble de notre formation, pour intégrer notre diplôme dans le nouveau cadre « Licence - Master - Doctorat » et le situer clairement à « Bac + 5 ». Cette démarche se fait dans l'esprit de ce que nous avons d'ores et déjà présenté à l'autorité ministérielle de tutelle qui a bien voulu souligner la cohérence d'ensemble de notre projet et surtout sa pertinence au regard des évolutions universitaires nationales et européennes. Tout ce processus s'inscrit d'ailleurs dans le cadre du futur contrat quadriennal que nous signerons au début de l'année 2003 avec le Ministère de l'Éducation.

Dans quelques semaines ce sera un autre chantier qui s'ouvrira, à notre porte, et pas au sens métaphorique : la construction de 1.200 m² supplémentaires de locaux devant la façade principale de l'Institut. Dès juillet il a fallu ouvrir une entrée supplémentaire dans notre bâtiment, destinée à pallier la fermeture de l'accès au grand hall pendant les travaux.

Un été bien rempli donc... prélude à une année qui sera, n'en doutons pas, aussi bien remplie. ■

Robert LAFORE

Médias, Insécurité et autres dangers

Les médias sont-ils responsables du résultat du candidat du Front National au 1^{er} tour de l'élection présidentielle d'avril 2002 ? Le rôle joué par les télévisions pendant la campagne électorale, à l'égard en particulier de leur traitement de « l'insécurité », oblige à se poser la question. En focalisant délibérément les sujets des journaux télévisés et des magazines d'information sur ce thème, à travers notamment la mise en scène des violences urbaines et de la délinquance, les télévisions ont à l'évidence, joué un rôle privilégié dans la « création et la diffusion d'un climat » autour de la question de l'insécurité en France. Affirmer néanmoins que cette « ambiance » serait à l'origine des résultats électoraux du 1^{er} tour, est le fait d'une compréhension sinon partielle, au moins caricaturale du travail persuasif opéré par l'actualité médiatique. Pour toute une série de raisons en effet, montrer comment en France ou ailleurs, les choix électoraux peuvent être influencés par un agenda médiatique, c'est-à-dire par ce que le public a lu ou vu en priorité dans la presse, pose de redoutables problèmes.

Traditionnellement, la réflexion conduite en science politique sur les impacts électoraux des messages médiatiques, s'inscrit dans ce que l'on appelle le modèle de l'agenda. Il s'agit d'une approche qui vise à établir un lien entre la priorité qu'accordent les médias à certains types de nouvelles et l'importance que le public peut y accorder. En orientant l'attention publique sur certains enjeux et certaines questions, les médias nous disent à quoi penser au moment où nous évaluons les hommes, les situations

ainsi que les projets politiques. Première hypothèse forte ici : les problèmes traités de façon prioritaire par les médias, deviennent les problèmes prioritaires dans l'opinion publique. Rien n'est moins systématique, pourtant. En effet, ce transfert de saillance des priorités médiatiques vers le public, se heurte au sein d'un processus aux paramètres multiples et complexes, aux effets puissants d'un autre type d'agenda, à savoir l'agenda politique. On aurait ainsi certainement beaucoup de peine à

comprendre le probable impact électoral de la question de l'insécurité à travers sa fabrication par les médias, sans tenir compte des arguties sécuritaires développées par la classe politique sur le sujet, au cours de la campagne électorale de 2002.

Autre difficulté : si, par un effet d'agenda, le fait d'assurer une large couverture médiatique à certaines questions peut éventuellement influencer les priorités des électeurs en orientant leur intérêt vers certains enjeux, cet effet contribue-t-il à déterminer leurs préférences politiques ? Autrement dit, si l'information a assurément des effets cognitifs, exerce-t-elle aussi des effets persuasifs ? Les réponses apportées à ces questions sont là encore, un motif de perplexité, tant depuis 50 ans, les études cherchant à mesurer l'influence que peut exercer la hiérarchisation de l'information sur les choix électoraux, ont abouti à des résultats contradictoires. C'est aussi pourquoi, sans renoncer à se prononcer sur la fonction d'agenda des médias et son impact possible sur le public, les travaux actuels s'attachent prioritairement, à mettre en valeur la pluralité des effets d'information en politique : effet de cadrage (en définissant le sens global d'une situation politique, l'information médiatique sélectionne certaines interprétations), effet d'amorçage (l'information médiatique exerce une influence sur le choix des critères du jugement électoral)... et à montrer que le public est actif dans le traitement des informations reçues.

Campagne verrouillée où « tout est contrôlé », stratégies de communication formatées par le marketing politique des plans médias... à suivre certains commentaires, on serait tenté de croire que l'épisode électoral de 2002 laisse finalement peu de place

au questionnement, tant les forces politiques seraient parvenues à maîtriser l'agenda médiatique. Si l'on ne peut nier certaines « réussites » dans ce domaine, il faut cependant rappeler qu'elles s'accompagnent de nombreux échecs... Bref, les hommes politiques essaient plus... mais échouent aussi plus. Décidément, l'étude des effets électoraux de l'information médiatique n'a pas fini de faire problème. ■

Ludovic RENARD
Docteur en Science Politique

Pour en savoir plus : R. Cayrol et A. Mercier (sous la dir.), *Télévision, politique et élections*, INA/La documentation française, *Dossiers de l'audiovisuel*, n°102, Paris, avril 2002.





□□□ *Institutionnellement vôtre*

La première étude a porté sur l'image de Sciences Po auprès de représentants institutionnels : « autorités

morales », hommes politiques et hauts fonctionnaires. La notoriété spontanée de l'établissement est forte auprès de cette cible et son image positive. Pour cette population, l'Institut « joue un rôle dans la cité ». Les personnes interrogées évoquent notamment

les « Rencontres IEP/Sud Ouest ». Beaucoup apprécient ces manifestations et considèrent « qu'elles ont une forte résonance dans la vie locale ». Pour qualifier Sciences Po Bordeaux, certains parlent « d'un véritable statut social », d'autres « d'une école phare et prestigieuse ». Le sentiment général qui prévaut est celui d'un enseignement « de haut niveau ». De l'avis général, l'établissement forme en priorité des étudiants destinés à la fonction publique. Une vision réelle mais restrictive de l'enseignement, puisque près de 45% des diplômés se sont orientés vers des postes à responsabilités au sein d'entreprises privées (chiffre qui atteint les 60% quand on ne prend en compte que les vingt dernières années). Cette étude a montré chez certains représentants institutionnels interviewés des décalages importants entre la perception surannée qu'ils ont de l'Institut et sa réalité en 2002. Ainsi, l'Institut serait pour certains « en déphasage avec la réalité du quotidien » et « loin du Français moyen ». Le risque de voir les étudiants devenir « des énarques en puissance ou des clones d'énarques » a également été cité. Enfin, « la recherche serait absente de l'Institut », tout comme « l'ouverture sur le monde ». Deux assertions démenties par les faits. Ces remarques démontrent amplement la nécessité de communiquer en permanence pour actualiser l'image de l'établissement et lutter contre les idées reçues.

Des perceptions différentes selon le statut

Si l'on classe les réponses obtenues selon le statut des personnes interviewées, on remarquera que les représentants des « autorités morales » ont une image plutôt « humaniste » de Sciences Po. Ils mettent en exergue les qualités de « réflexion », de « méthodologie » et de « culture générale » de l'Institut, qui jouit selon eux d'une dynamique « de mouvement, d'évolution et de modernité ».



Un avis très favorable, tempéré simplement par un recrutement jugé parfois « sélectif et élitiste ». Les personnalités politiques sont pour leur part □□□

Suite en page 4 >>>

De l'oral à l'écrit

« Extension(s) » a sollicité deux étudiants qui ont participé à l'étude d'image de Sciences Po Bordeaux afin qu'ils nous livrent leur sentiment sur leur travail d'enquête. L'occasion pour nous de féliciter à travers eux l'ensemble de l'équipe⁽¹⁾ pour le travail effectué.

Laure CAPLANCO : J'ai réalisé l'étude d'image auprès de proviseurs et professeurs de lycées des Pyrénées-Atlantiques. Ce qui m'a le plus surpris dans cette enquête a été de constater à quel point les lycées dits ruraux se sentent exclus de la dynamique Sciences Po. Les raisons avancées sont l'éloignement de Bordeaux, l'élitisme social ou culturel mais aussi la mauvaise visibilité de l'Institut dans un marché de l'orientation engorgé. (...) L'image de Sciences Po est souvent construite à partir d'un vécu particulier : "Je connais quelqu'un qui..." "Quand j'étais étudiant à Sciences

Po c'était...". En tout cas, cette étude m'a permis d'apprendre beaucoup sur la construction de l'image d'une institution.

Pierrette LANGLAIS : J'ai été frappée lors des entretiens avec les élus, hauts fonctionnaires et quelques représentants de ce que nous avons appelé les « autorités morales » (prêtres, pasteurs, rabbin), par le manque de connaissance des enseignements dispensés à Sciences Po Bordeaux. Chacun avait quelque chose à dire sur l'établissement, mais aucune des personnes interrogées n'était vraiment au courant de son contenu pédagogique. L'information de ces publics me semble être le point le plus important à développer dans la communication de Sciences Po. ■

⁽¹⁾ Sanae Bendaoud, Fanny Bonnaud, Laure Caplancq, Joana Esponde, Malin Sufitchi, Julie Audonnet, Pierrette Langlais, Karine Martin, Guillaume Nicolle, Alexandra Ribeton

suite de la page 3

globalement plus critiques (qui aime bien châtie bien !). Si elles apprécient « la pluridisciplinarité de la formation » et reconnaissent « des compétences d'analyse et de synthèse », elles reprochent à l'institution une forme de repli sur elle-même « sans lien avec l'extérieur ». Les hauts fonctionnaires sont enfin ambivalents dans leur jugement avec des contradictions marquées. Ils pensent en effet que « l'établissement cherche à s'ouvrir mais qu'il souffre d'un rayonnement trop local » et estiment « que l'enseignement généraliste constitue autant un atout qu'un handicap ». Nobody is perfect !

La vision positive du monde lycéen

Un questionnaire a également été rempli par 37 acteurs de la communauté éducative lycéenne : proviseurs, conseillers d'orientation, documentalistes et professeurs. Sciences Po est considéré par cette population comme une formation de bonne qualité. Les termes « sérieux », « qualité », « performants » reviennent régulièrement dans les propos des uns et des autres. Pour beaucoup, c'est une « super carte de visite » grâce à sa notoriété mise en avant par « des personnes brillantes qui sont

sorties de l'institution ». La « pluridisciplinarité », « le dynamisme », « les méthodes d'enseignement » constituent les points forts de l'enseignement. L'institut souffre en revanche d'une image élitiste, néces-



saire pour certains, discriminatoire pour d'autres. Une certaine « confidentialité » entourerait également l'établissement, jugé « difficile d'accès ». « C'est une école de spécialistes, connue des spécialistes, pour les spécialistes » indique un enseignant. Les personnes interrogées s'imaginent une « ambiance studieuse » et

des élèves « ambitieux dans le bon sens ». La « richesse des idées » est souvent mise en avant, ainsi « qu'un esprit propre à Sciences Po ». Un point de vue à la fois positif et négatif, puisqu'on parle « d'une identité et ambiance d'école », « d'un bon esprit », mais aussi « d'une caste » et « d'une sorte de clan ». Quelques personnes parlent enfin d'un climat « de concurrence », de « compétition » et de « part de stress ». La population interrogée ne voit aucun obstacle à conseiller Sciences Po à des élèves qui ont visiblement le profil pour réussir l'examen d'entrée. Il s'agit en général de lycéens « brillants », « très bons élèves » et dotés « d'une bonne culture générale ». Dans aucun des entretiens, l'idée du concours d'entrée n'a été contestée. La sélection paraît justifiée et les débouchés semblent « multiples et intéressants ». L'institut semble pour beaucoup la voie privilégiée pour s'insérer dans la fonction publique, la politique et le journalisme. Enfin, le facteur géographique semble jouer. Plus on s'éloigne de Bordeaux, plus l'intérêt spontané du monde lycéen pour Sciences Po décline. Cette dernière donnée rend encore plus indispensable la diffusion d'une large information auprès de tous les lycéens, sans distinction d'origine et de niveau social... ■

Florilège de petites phrases ...

L'enquête des étudiants de l'IUP de Bordeaux n'a pas valeur de sondage. Elle donne simplement une idée assez précise de l'image de l'établissement à un instant « t ». L'enquête, établie sur la base d'entretiens, regorge également de petites phrases flatteuses, cruelles ou fantasmagoriques. Certaines sont redondantes, d'autres isolées. Nous ne résistons pas au plaisir de vous les faire partager ...

Sciences Po Bordeaux, c'est ... « dynamique, branché, mais petit bourgeois », « figé, manquant d'ouverture, éloigné et superficiel », « un bel endroit avec une belle bibliothèque », « bon enfant », « un peu feutré, intello », « un lieu de formation qui rassemble des gens curieux, qui ont envie d'apprendre, de savoir, de réussir », « une sorte de ruche où passent beaucoup d'idées », « trop bien perçu », « très bordelais », « une ambiance bobo, comme à HEC », « pour les gens bien de droite », « pour la gauche caviar », « comme dans les films américains sur les campus », « BCBG, avec des kilts bleu marine et des costumes »... ■



Toutes les photos ont été réalisées lors de l'examen d'entrée le 11 juillet 2002

Interview de Michel Prada

*Président du Conseil
d'Administration de Sciences Po Bordeaux*

Une image forte, avec des points à corriger

EXTENSION(S) : Que retenir de l'étude d'image de Sciences Po Bordeaux effectuée auprès d'un public institutionnel et de représentants de la communauté éducative lycéenne ?

Michel PRADA : Les conclusions de cette enquête me semblent correspondre dans l'ensemble à la réalité. Sciences Po Bordeaux jouit d'une image favorable. Sa crédibilité est forte et son enseignement reconnu. Certains points néanmoins sont à corriger, car ils ne correspondent plus à la vocation actuelle de l'établissement. Cette étude pose par ailleurs des questions intéressantes, comme la spécialisation des études. Je comprends qu'un débat de ce type puisse naître. Il exprime un besoin de changement. La restructuration des études avec un diplôme de niveau Bac+5 apporte un premier élément de réponse. Pour autant, Sciences Po ne doit pas renoncer à ce qui fait son essence, c'est-à-dire

l'acquisition d'un bagage culturel riche et d'un savoir-faire méthodologique permettant aux étudiants d'exercer des métiers diversifiés et de s'adapter au changement.

EXTENSION(S) : Sciences Po est créditée d'une image haut de gamme, voire élitiste. Que vous inspire cette remarque ?

Michel PRADA : Le système de sélection paraît souhaitable et légitime. Il garantit la qualité d'un établissement de haut niveau. Si j'en crois l'étude, ce principe n'est pas remis en cause puisqu'il reçoit l'assentiment général. En revanche, il ne faudrait pas que la perception « élitiste » de l'Institut se traduise par l'inhibition des candidats. Ce n'est pas le souhait de la maison. Il faut donc trouver la bonne mesure pour faire comprendre aux postulants que Sciences Po Bordeaux est un établissement exigeant mais ouvert à tous. En aucun cas, il ne doit y avoir de barrage social. A cet égard, l'image « petits bourgeois » attribuée aux élèves par certains est datée et injuste.

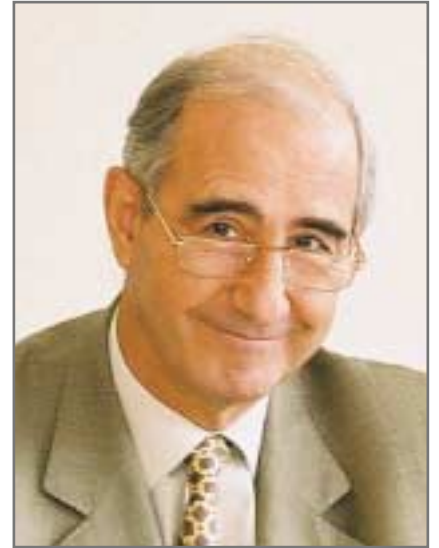
EXTENSION(S) : L'ambiance de Sciences Po fait l'objet de

nombreuses remarques. Quel terme vous semble le plus approprié ?

Michel PRADA : Sciences Po se singularise incontestablement par un « esprit d'école ». Je réfute en revanche les termes de « caste » ou de « corporatisme ». L'ouverture sur les autres se traduit par des relations étroites avec l'étranger - tant au niveau des étudiants que des enseignants - et par des activités comme les « Rencontres IEP / Sud Ouest » auréolées d'une belle image de qualité et dotées d'une très forte notoriété.

EXTENSION(S) : Le décalage d'image entre Sciences Po Paris et les établissements de Province semble encore tenace. Est-il justifié ?

Michel PRADA : Le décalage est historique et traditionnel. L'établissement de Paris date du XIX^e siècle, alors que ceux de Province n'ont que 10 ans (Lille et Rennes), ou un peu plus de 50 ans (pour les autres). Sciences Po Paris a entretenu pendant longtemps des rela-



tions étroites et régulièrement avec les milieux du gouvernement central. Son image a été en outre très liée à celle de l'ENA. Ce phénomène perd de son importance avec le temps. L'accessibilité à la formation et le développement des moyens de transport ont tendance à réduire l'écart entre l'Institut parisien et ses homologues provinciaux. Sciences Po Bordeaux possède ses propres atouts. Notre école a notamment développé un pôle d'excellence en matière de concours administratifs de haut niveau qui lui confère une forte renommée au plan national. Pour ce qui est du volet scientifique, on ne sait pas assez que Sciences Po Bordeaux se situe au tout premier rang en France en matière de recherche en science politique grâce au soutien, notamment, du CNRS et de la Fondation Nationale des Sciences Politiques qui apportent une aide importante à deux IEP provinciaux : Bordeaux et Grenoble. ■

Portrait

Un président mélomane

Président du Conseil d'Administration de Sciences Po Bordeaux depuis 1990, récemment réélu à ce poste en juillet 2002, Michel Prada est inspecteur général des finances. Ancien élève du lycée Montesquieu à Bordeaux, il obtient le diplôme de Sciences Po Bordeaux en 1960 et intègre l'Ecole Nationale d'Administration en 1964. Successivement sous-directeur et directeur de la Comptabilité publique puis directeur du Budget au Ministère de l'Economie et des Finances, président du directoire du Crédit d'équipement des petites et moyennes

entreprises, il occupe depuis 1995 la fonction de Président de la Commission des Opérations de Bourse (COB), que l'on appelle communément « le gendarme de la Bourse ». Michel Prada a été placé sous les feux de l'actualité cet été. Il est en effet « monté au créneau » pour rétablir la vérité et apporter de la sérénité suite à différentes affaires mettant en cause les « pratiques boursières » de certaines entreprises⁽¹⁾. « Je n'ai fait que mon travail d'information » précise-t-il. Interrogé sur le sujet, il estime qu'on « assiste actuellement à un retournement de marché identifié sur le plan technique, associé à des

chocs atypiques, le plus dramatique étant celui du 11 septembre dernier. Les difficultés internationales graves, l'explosion de la bulle internet et les incertitudes sur la reprise économique ont alimenté les inquiétudes naturelles ». Pour autant, le Président de la COB entend résister à la tentation « de l'amalgame et de la globalisation ». Il estime « qu'il faut faire le partage entre les agissements répréhensibles de certains, la situation des entreprises prises à revers dans leur marché mais qui informent correctement les actionnaires et enfin le comportement normal de la grande majorité des entreprises qui sont en bonne

santé financière ». Partisan d'une harmonisation des règles internationales, il estime enfin « qu'un plan d'actions vigoureux est à mettre en œuvre au niveau de la COB et sur le plan européen et mondial ». Une manière de nouvelle partition que ce mélomane, ancien président de l'Orchestre de Paris, ne détesterait pas d'écrire... ■

⁽¹⁾ Il s'est agi essentiellement de « l'affaire Vivendi-Universal » et des événements qui ont entouré le départ de Jean-Marie Messier de la présidence du groupe.

La science politique et l'élection du printemps 2002



Le « séisme » - expression convenue et qui en effet convient tout à fait à l'amplitude et à la soudaineté de l'événement - du 21 avril a fait quelques victimes connues. Mais on lui doit aussi des dommages collatéraux, parmi lesquels s'inscrit le statut social de la science politique. Aucun politiste en effet ne saurait se targuer d'avoir annoncé le désastre du premier tour de l'élection présidentielle et le désarroi qui s'en est suivi dans la « communauté des citoyens ». Vingt-huit pour cent d'abstentions, Le Pen présent au second tour, 34% des suffrages exprimés pour les forces « anti-système » (19,3% pour l'extrême-droite, 10,49% pour les trotskystes, 4,25% pour les chasseurs) contre à peine 35,8% pour le cumul des deux « grands » candidats - ou supposés tels - et seulement 19,7% pour le futur Président...

Au contraire, certains collègues et non des moins honorablement connus, pourraient sans doute s'entendre reprocher d'avoir, qui sur les

ondes, qui dans les gazettes, contribué à entretenir les illusions communes. A ce titre la science politique n'est pas loin de trouver dans l'esprit public une place analogue à la météorologie, régulièrement moquée pour son incapacité à prévenir des cataclysmes majeurs (cf. la tempête de l'hiver 1999 en France ou les inondations de cet été en Allemagne) en dépit du perfectionnement constant de ses outils d'analyse. La seule différence étant qu'on prête infiniment moins d'attention à celle-là qu'à celle-ci.

Or, en dépit de l'injustice d'une accusation la plus souvent menée sans véritable instruction du dossier, le fait est trop marquant pour qu'on s'exonère d'une réflexion (seulement esquissée dans ce trop bref espace) portant à la fois sur ce que la science politique pouvait dire de l'élection, et réciproquement sur ce que l'épisode électoral nous a dit sur la science politique.

Sous le premier rapport, il est bien

vrai que la science politique peut difficilement prétendre énoncer des lois et répondre à l'impératif de réfutabilité (un énoncé n'est scientifique que lorsqu'il fournit les moyens de sa propre réfutation) qui, selon Popper, est le critère de la scientificité. Rien ou presque de ses objets d'étude n'est reproductible en laboratoire. Mais sa capacité à construire de façon rigoureuse des structures d'intelligibilité et à dégager des régularités peut toujours être revendiquée, en dépit de ce coup de tonnerre électoral. Il faut bien s'entendre sur ce que peut raisonnablement être une analyse prospective dans le domaine socio-politique. Pour prendre un exemple, chacun conviendra que personne (parmi les politistes en tout cas ; on aurait pu, à la rigueur, l'espérer des services de renseignement...), ne pouvait prédire que le 11 septembre 2001 au matin, deux Boeing percuteraient les Twin towers du WTC. En revanche, dès 1999, Joseph Nye, le doyen de la JFK School of government de Harvard, décrivait très exac-

tement, alors même que triomphait la société de marché aux USA, ce qui est train de se passer aujourd'hui : « Un terrorisme de grande ampleur, ou l'équivalent d'un Pearl Harbor intérieur, aux Etats-Unis, pourrait aussi faire renaitre un désir d'Etat plus fort, même au détriment des libertés publiques. » (« The national interest », été 1999). Sans parler des thèses désormais célèbres de Samuel P. Huntington sur le « choc des civilisations », sans doute discutables, mais que précisément, soit qu'on les rejette, soit qu'on y adhère, on ne discute toujours pas suffisamment en profondeur aujourd'hui. Il est clair que la science politique est impuissante à annoncer les événements ponctuels, la forme qu'ils prennent et le moment où ils surviennent. Cela ne disqualifie pas ses efforts pour construire des cadres interprétatifs, rendre compte des matrices cognitives, et dégager les caractéristiques et le sens des systèmes d'action. Aucun politologue n'a dit, et ne pouvait dire, qu'il manquerait 190 000 voix (sur quarante millions d'électeurs) à Lionel Jospin pour que tout se passe de façon fondamentalement différente dans la dramaturgie électorale du printemps. En revanche, la science politique avait depuis longtemps mis à jour des données de fond qui, articulées, rendent compte de ce qui s'est passé, et auraient permis de l'anticiper si le discours médiatique ne l'emportait à ce point sur l'analyse pendant les campagnes électorales.

Entre autres choses et d'abord, que le rapport du citoyen à la politique s'est tellement modifié au fil des vingt dernières années (de droits revendiqués et d'obligations assumées, on le voit se transformer, à travers l'acte de vote en particulier, en usage consumériste où le client pense être roi), que l'on devait raisonnablement s'attendre à une nouvelle montée de l'abstention. Or celle-ci n'est pas pour rien dans le résultat, si l'on songe qu'en pourcentage des inscrits, le vote Le Pen (16,95% des suffrages exprimés) ne progresse

« que » de 11,8% en 1995 à 12,1% en 2002, ce qui aura pourtant suffi à faire basculer l'élection, à en changer radicalement la portée politique. L'atomisation de la société politique, la désintégration des grands appareils idéologiques, l'individuation croissante des comportements et des choix (voir le considérable succès de popularité de l'émission « *C'est mon choix* » sur France 3, véritable bain révélateur de la réalité contemporaine) se sont littéralement emparées de ce premier tour. Dès lors on devait en effet envisager la déferlante des votes d'humeur et de protestation, à laquelle il ne pouvait qu'être vain de vouloir opposer un bilan. Et l'explosion de l'offre électorale (16 candidats, dont trois trotskystes !) retournait mécaniquement contre ses promoteurs les effets de la « formule » (au sens quasi chimique du terme) de la « gauche plurielle » qui avait tant fait pour maintenir la cohésion de l'attelage gouvernemental. Un respect minimal des exigences méthodologiques de la discipline suffisait par ailleurs à se prémunir contre l'effet d'imposition d'un discours médiatique structuré par les sondages, et répétant inlassablement le même message, en s'intéressant, d'emblée, au second tour. La science politique devrait au moins servir à faire un sort à l'erreur commune qui surcharge de vir-

tualités cette technique en l'affublant de la prétention à conférer valeur scientifique à l'art de prédire.

« Il est clair que la science politique est impuissante à annoncer les événements ponctuels, la forme qu'ils prennent et le moment où ils surviennent ».

Mais ce n'est pas en reprenant l'antienne « les sondages se sont trompés » qu'on y parviendra, au contraire, puisqu'on continue par là même à accréditer l'idée d'une possible prédiction.

En toute rigueur, cette proposition est absurde (comme le serait, pour les mêmes raisons, la proposition inverse « les sondages ont eu raison » lorsque les résultats définitifs s'avèrent conformes à ce qu'ils avaient affiché lors de leur publication), parce que le sondage n'est pas une prédiction mais un instantané, parce qu'un pourcentage de plus en plus élevé de sondés refuse de se prononcer (ce qui est systématiquement omis dans les commentaires médiatiques, de même que le pourcentage de ceux qui déclarent ne pas avoir encore fait leur choix), et parce que beaucoup d'électeurs se déterminent au tout dernier moment (proximité croissante des programmes, désintégration des allégeances partisans, etc.) Ne pas confondre l'outil et l'usage qui en a été fait (on peut avoir un excellent marteau et se taper sur les doigts) serait à vrai dire la première précaution à prendre.

On ne devrait plus dire « les sondages se sont trompés », mais « les commentaires faits sur les sondages ont tiré des conclusions incomplètes, imprudentes ou abusives des données qui leur étaient fournies ». On devrait, mais qui entend ce discours ? Car si la science politique avait des choses à dire sur l'élection, ce que l'épisode électoral de 2002 nous dit sur la science politique, c'est que celle-ci, en France tout au moins, est quasiment inaudible. Et surtout, paradoxalement, en période électorale ! ■

Pierre Sadran



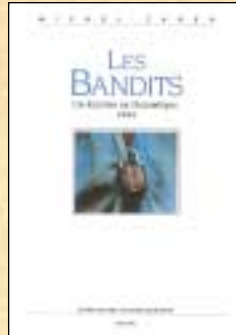
Pierre Sadran

Pierre SADRAN, professeur de science politique, directeur honoraire de Sciences Po Bordeaux, dirige l'Ecole doctorale de Science Politique de Bordeaux (Université Montesquieu - Bordeaux IV / Sciences Po Bordeaux) qui regroupe les différents Diplômes d'Etudes Approfondies en Science Politique, sur le site universitaire de Bordeaux.

Renseignements:
http://www.sciencespobordeaux.fr/3eme_cycle/

PUBLICATIONS

CAHEN (Michel), Les Bandits. Un historien au Mozambique, Centre Culturel Calouste Gulbenkian, Paris, 2002, 351 p.



Si on vous dit que les chercheurs en sciences humaines pratiquent leur art tranquillement installés devant leur écran d'ordinateur sans rien connaître de la réalité, répondez par ce lourd « pavé » écrit de main de maître par Michel Cahen, chercheur au CEAN-CNRS, (Centre d'Etude d'Afrique Noire) à Sciences Po Bordeaux. Ce livre s'inscrit dans la grande tradition des « journaux de bord » de ceux qui cultivent le regard éloigné, « de près et de loin ». Michel Cahen a séjourné au Mozambique du 19 septembre au 21 novembre 1994, pendant la campagne des premières

élections libres et pluripartisans post-coloniales. Il a cherché à comprendre pourquoi un mouvement comme le RENAMO, (opposé au FRELIMO qui avait arraché l'indépendance à l'occupant portugais) soutenu par les régimes racistes de l'ex-Rhodésie et d'Afrique du Sud, pouvait bénéficier d'un soutien populaire qui faisait que près d'un tiers de la population mozambicaine s'appretait à voter pour les « Bandidos », en cet automne 1994 ? C'est cette plongée libre dans les méandres d'un parti « réactionnaire » que l'auteur partage avec le lecteur. Question de recherche originale pour un chercheur professionnel, sans doute le meilleur en France sur tout ce qui concerne l'Afrique lusophone, qui se revendique marxiste et « universitaire de gauche de la génération post-Mai 68 ». Il faut lire cet ouvrage, mêlant grand reportage de guerre et recherche universitaire de haut niveau, autant pour son style passionnant que pour ce qu'il révèle du métier d'historien du monde actuel. ■

J.P.

SMITH (Andy), La passion du sport. Le football, le rugby et les appartenances en Europe, Collection Res Publica, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2002, 128 p.

Comment est-on supporter de football ou de rugby dans les Midlands anglais, à Bordeaux ou à Montpellier ? C'est à cette question que répond Andy Smith, chargé de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques, membre du « CERVL. Pouvoir, Action publique, Territoire », l'une des deux Unités mixtes de recherche implantées à Sciences Po Bordeaux. L'étude d'Andy Smith, spécialisé sur les enjeux de l'intégration européenne, est d'une actualité brûlante. Elle permet de mieux comprendre les notions complexes et souvent revisitées de l'identité et de l'altérité, dans une dimension comparative toujours pertinente et constamment porteuse de sens. ■

J.P.



BORGETTO (Michel), LAFORE (Robert), Droit de l'aide et de l'action sociale, Domat droit public, 4^{ème} éd., Montchrestien, Paris, 2002, 592 p.

Jadis on disait : « T'as bossé sur le Fournier-Questiaux ? », « T'as mis en fiche ton Dupeyroux ? ». Désormais on entend : « Tu me passerais ton Borgetto-Lafore ? ». Eh bien le mieux c'est de l'acheter et de se le garder, parce qu'il y a tout dedans... « Tout », c'est l'ensemble de ce qui se rapporte aux politiques sociales qui se trouve ainsi minutieusement analysé, y compris la loi du 2 janvier 2002 « rénovant l'action sociale et médico-sociale ». ■

J.P.

Les nouvelles données de l'information

Situé au carrefour de l'enseignement, de la gestion et de l'information, le service informatique de Sciences Po joue un rôle prépondérant dans le bon fonctionnement de l'établissement. Paul Rouger, son responsable, nous en détaille les rudiments.

Si l'ordinateur fonctionne toujours selon le principe binaire du 0 et du 1, il faut savoir compter jusqu'à trois pour dénombrer les membres du service informatique de Sciences Po Bordeaux. Une équipe composée de Paul Rouger, professeur d'informatique, d'Henri Perrier, ingénieur au CNRS, et d'Alain Sanchez, agent des services techniques. Le trio assure la gestion matérielle et logicielle des supports numériques de l'Institut et le bon fonctionnement de l'architecture réseau. Une mission ample, délestée de certaines prestations externalisées, comme la réalisation graphique du site internet ou le développement du progiciel de la bibliothèque. Heureusement, car la gestion quotidienne du parc informatique de l'Institut en souffrirait. Les enseignants et les membres du personnel administratif ont en effet tous été dotés d'un micro-ordinateur personnel, fixe ou portable selon leur activité. Ce parc représente plus d'une centaine de machines équipées de plusieurs logiciels et dotées d'un accès au courrier électronique. « Nous gérons l'affectation, la confi-

guration et la maintenance de ces matériels » précise Paul Rouger. « Cela nous permet d'harmoniser et de maîtriser les technologies et de gagner du temps lors des interventions techniques ». Les étudiants bénéficient pour leur part de trois types de matériels. Un premier pôle bureautique dispose de 26 micros répartis sur deux salles. 16 ordinateurs sont par ailleurs connectés à internet et 6 postes sont enfin dédiés à la recherche documentaire sur Cd-Rom. Le manque d'espace physique de l'établissement limite pour l'heure les possibilités d'extension des salles informatiques réservées aux élèves.

Une informatique « maison »

Le service informatique de Sciences Po Bordeaux assure la gestion complète de l'examen d'entrée dans l'établissement. L'introduction récente du dispositif de lecture optique des notes d'admission a simplifié et sécurisé les procédures. Les 10.000 notes, saisies jadis à la main en deux longues semaines, ne nécessitent plus que deux jours de travail. Le risque d'erreurs de saisie manuelle a du même coup été supprimé. La bibliothèque a également bénéficié de dotations informatiques. Elle dispose de nouveaux progiciels de documentation, de deux serveurs et d'une quinzaine d'ordinateurs. L'équipe informatique de l'Institut pilote également le système de gestion du courrier électronique de la maison. Tous les étudiants disposent dès leur arrivée dans l'établissement d'une adresse e-mail personnalisée et formatée. Paul Rouger s'occupe plus particulièrement du site web ⁽¹⁾ de Sciences Po Bordeaux. Une fonction de webmaster qui implique la mise à jour de l'information en ligne et la gestion des données des Centres de recherche, hébergés à la même adresse web. Le site monte en puissance chaque année et génère environ



Paul Rouger

10.000 connexions d'utilisateurs différents par mois, issues de la France entière et de l'étranger.

Un réseau porteur de projets

Le choix de l'architecture réseau est une clé essentielle du fonctionnement informatique de l'Institut. Celui-ci bénéficie d'une liaison internet haut débit. Il s'agit de fibres optiques, propriété de l'université, dont la rapidité de transmission de l'information est cent fois supérieure à celle de l'ADSL. Ces caractéristiques permettent aux étudiants et aux professeurs de se connecter sur le web sans limitation de temps. Elles leur assurent également une très grande qualité de service, notamment lors du téléchargement de gros fichiers et à l'occasion de la consultation de vidéos. La facilité de transmission des données et des images

constitue un atout pour des projets futurs de télé-enseignement des filières intégrées de Sciences Po à l'étranger. Des axes de développement pour l'apprentissage des langues et des opérations de visioconférences sont également à l'étude. Les bons contacts noués par l'établissement avec l'Université Bordeaux 4 et le service inter-universitaire des facultés faciliteront leur mise en œuvre. En attendant, le service informatique de Sciences Po Bordeaux s'applique à offrir au quotidien des prestations internes fiables et pérennes. « Les pannes sont inévitables » tempère Paul Rouger, « mais nous nous efforçons de ne jamais laisser nos interlocuteurs sans réponse ». Information et communication font partie des nouvelles données de l'informatique... ■

⁽¹⁾ www.sciencespobordeaux.fr. « Extension[s] » est disponible en format pdf sur le site.

La légende d'Homer

Paul Rouger est un adepte de la première heure des Simpson's. Il se délecte des péripéties de cette famille américaine dont il a découvert les premiers épisodes sur Canal+ il y a 8 ans. « Je suis leurs aventures depuis l'origine, même si le scénario présente une qualité inégale d'une saison à l'autre. J'aime le ton polémiste de cette série très originale ». L'informaticien dispose de figurines et gadgets divers qui trahissent sur son bureau, fruits de cadeaux humoristiques de ses amis. Sa réputation d'*aficionado* des Simpson's lui colle à la peau, au propre comme au figuré. Il possède en effet une collection de tee-shirts à l'effigie de sa star préférée : Homer. C'est ainsi que naissent les légendes ...

Ground Zero

Laëtitia Longuefosse (promo 98) était à New York le 11 septembre 2001. Un an plus tard, jour pour jour, elle répond à nos questions sur cette tragédie et sa commémoration.

EXTENSION(S) : Nous sommes le 11 septembre 2002. Vous êtes à New York. Il est 18h, heure américaine. Quelles images retiendrez-vous de cette « journée particulière » de commémoration ?

Laëtitia LONGUEFOSSÉ : « Je craignais un show à l'américaine et j'ai été agréablement surprise. Nous avons assisté dans l'ensemble à des cérémonies très officielles, empreintes d'une certaine pudeur. Dans la rue, j'ai croisé des gens qui pleuraient et j'ai ressenti beaucoup de tristesse en ville. Si certaines grosses sociétés n'ont pas travaillé aujourd'hui, l'activité a continué. Ce matin, à partir de 8h, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à mon emploi du temps de l'an dernier. Personnellement, j'envisage de me réunir ce soir avec des amis à Central Park, comme vont le faire des milliers de New-yorkais, pour commémorer tous ensemble ».

EXTENSION(S) : Le syndrome d'un risque d'attentat était-il encore perceptible dans la population améri-

ricane ces dernières semaines, notamment en matière de déplacements aériens ? Pensez-vous que ce triste anniversaire peut relancer la psychose ?

Laëtitia LONGUEFOSSÉ : Certaines compagnies aériennes ont proposé des vols gratuits ou bradés pour le 11 septembre. Certains New-Yorkais ont prévu de boycotter les médias pendant toute la durée de ce mois. Oui, la psychose existe bel et bien et elle est internationale.

EXTENSION(S) : Avez-vous ressenti les effets pervers d'une telle commémoration, soit sous la forme d'une récupération politique, soit par le biais d'une exploitation commerciale de l'événement ?

Laëtitia LONGUEFOSSÉ : S'il y a eu récupération, elle résulte d'abord de la médiatisation extrême des images de la tragédie pendant les heures, les jours et les semaines qui ont suivi les attentats. CNN a diffusé



Laëtitia Longuefosse sur le site du WTC

en boucle les images des Twins qui s'effondraient et la joie des Palestiniens fêtant l'événement. Quant aux effets pervers de la commémoration, je n'ai peut-être pas suffisamment de recul pour répondre. Disons que mon statut de Française expatriée me place au carrefour de plusieurs courants contradictoires. Le « New-York Post » a publié récemment un article très dur sur Vivendi (et par extension sur la France), suite à la production du film « 11'09'01 »⁽¹⁾ en titrant : « Vivendi-Universal finance un nouveau documentaire défendant le terrorisme anti-américain ».

EXTENSION(S) : Derrière le patriotisme souvent exacerbé des Américains, existe-t-il des voix discordantes sur la politique étrangère de G. W. Bush ? Si oui, d'où viennent-elles ?

Laëtitia LONGUEFOSSÉ : Les Américains ont un rapport à la Nation qui nous dépasse, nous Européens. Tous les Américains de souche ou immigrés se rassemblent derrière le drapeau étoilé, symbole de fierté et d'unité nationale. Personnellement, je vois dans cet étendard depuis le 11 septembre 2001 une autre signification. Il s'agit d'un élément de soutien et de solidarité envers ceux qui ont été directement touchés par les attentats. Cela étant, les jours qui ont suivi le 11 septembre 2001, la population New-Yorkaise ne s'est pas gênée

pour formuler des critiques vives sur la politique de Bush en Afghanistan.

EXTENSION(S) : Vous viviez déjà à New York le 11 septembre dernier. Où étiez-vous au moment des explosions et que faisiez-vous ?

Laëtitia LONGUEFOSSÉ : J'ai atterri à 8h du matin à l'aéroport de JFK après un week-end prolongé à Los Angeles, où j'étais allée voir un concert de Madonna. Je me souviens avoir jeté un coup d'œil par le hublot et avoir pour la n-ième fois remarqué la ligne caractéristique de Manhattan. J'étais dans un taxi au moment des faits. En arrivant chez moi, je suis restée longtemps bloquée devant ma télévision. ■

⁽¹⁾ Ce film exceptionnel fait intervenir 11 réalisateurs originaires de 11 pays différents (Sean Penn, Youssef Chahine, Idrissa Ouedraogo, Ken Loach, Samira Makhmalbaf, Amos Gitai, Imamura, pour n'en citer que quelques uns) qui témoignent sur l'événement, chacun par un film d'une durée de 11'09"01 (11 minutes, 9 secondes et une image). Parmi tout ce qui a été écrit sur le 11/09/01 on renverra particulièrement au journal de Russel BANKS, président du Parlement International des Ecrivains, dans le numéro « Hors-Série » de « Télérama » publié le 8 septembre 2002.

Ecrire pour évacuer

Le premier réflexe de Laëtitia Longuefosse, le 11 septembre 2001, a été de rassurer ses parents. Puis elle a répondu de manière sibylline aux nombreux appels de ses proches. Le surlendemain, elle a adressé un e-mail circulaire de plusieurs pages à ses amis et contacts.

« (...) Quand je me suis mise à marcher un peu vers le Sud, j'ai réalisé que tout avait vraiment changé : le silence, les sirènes des ambulances, le visage des gens, leurs commentaires. Sans aller bien bas dans l'île, j'ai voulu quand même voir de mes propres yeux ce que j'avais déjà appris par les news. Descendre la 6^e avenue ne ressemblait à rien que je n'ai déjà vu. Les Tours, d'habitude fièrement dressées, et servant de

repère (je m'en servais souvent pour savoir où était le Sud et me repérer dans la ville) se sont transformées en un immense bâtiment de fumée. Tout ce qu'ils montraient à la télé était bien vrai, là, visible, concret. Le ciel tout autour était très bleu et sans nuage. Un jour de fin d'été absolument parfait. L'avenue était remplie de personnes regardant tristement le désastre. Un peu partout les radios criaient et confirmaient ce que nos yeux voyaient. J'ai été impressionnée par le calme et la dignité des New-Yorkais : on aurait dit que tout le monde était en état d'hypnose. Au bout d'un moment, la fumée est devenue très épaisse et blanche et non plus noire comme au début. A ce moment-là, je ne pouvais plus retenir mes larmes (...) ».

Une page se tourne

Depuis le départ de Jean-Pierre Lecourt (cf Extension(s) N° 1), les Rencontres IEP/Sud Ouest se sont dotées d'une nouvelle coordinatrice : **Françoise Taliano, maître de conférence d'Histoire. Elle nous dessine les contours des rencontres 2002/2003.**

EXTENSION(S) : Vous prenez en main les Rencontres IEP/Sud Ouest.

Verrons-nous apparaître des modifications dans l'organisation et le déroulement de ces rendez-vous ?

Si oui, lesquelles ?

Françoise TALIANO : Les Rencontres IEP/Sud Ouest ont fait la preuve de leur réussite sur le long terme, avec des moments exceptionnels. Hommage soit rendu ici à l'enthousiasme et à la persévérance de Jean-Pierre Lecourt qui a permis à Sciences Po Bordeaux de recevoir des personnalités aussi prestigieuses que le Dalaï Lama, des chefs d'Etats étrangers, des Premiers ministres en exercice, des artistes, de grands intellectuels, des chefs d'entreprise... La préparation pédagogique des Rencontres associant un universitaire

et un journaliste à l'équipe étudiante est par ailleurs très bien rodée. Il n'est donc pas question de perturber une organisation qui fonctionne bien. Il s'agit plutôt d'en prolonger les acquis et d'essayer d'aller plus loin en s'adaptant à un environnement qui évolue.



Nous souhaitons aujourd'hui mettre l'accent dans deux directions principales : la participation et le développement des partenariats externes. Concernant la participation, il paraît nécessaire de systématiser la consultation des étudiants au sein de l'IEP. Elle aura lieu au printemps de manière à ébaucher le programme de l'année suivante. Elle précédera la concertation des enseignants et chercheurs, et celle avec les journalistes de Sud Ouest. Une bonne programmation ne peut résulter que de la mise en commun précoce des idées et des réseaux relationnels de tous. En outre, en dehors de ces réunions annuelles la porte des Ren-

contres reste en permanence ouverte pour tout dialogue et proposition. De même, la participation du public lors des séances de Grand Oral pourra être encouragée en faisant circuler dans l'assistance une boîte à questions ; quelques - unes seront soumises à l'invité. Le deuxième

objectif que nous nous sommes assignés concerne le renforcement systématique d'un partenariat avec les différentes institutions culturelles de l'agglomération, ainsi que la recherche de nouveaux partenaires. Cela dans le but de garantir une programmation variée, de qualité. Nous nous employons actuellement à cette tâche.

Pour ce qui est maintenant du déroulement pratique des rencontres et notamment leur localisation, une inflexion vers l'extérieur est aussi à signaler. Actuellement, chaque année est organisée une Rencontre décentralisée hors Bordeaux. Celle-ci sera reconduite et complétée par deux Rencontres à Bordeaux mais à l'extérieur de nos locaux. La visibilité de nos manifestations devrait en tirer profit, ce qui ne nous paraît pas contradictoire avec le développement de l'audience sur le Campus.

EXTENSION(S) : A défaut de pouvoir nous indiquer encore la liste des invités, comment caractériseriez-vous le programme des Rencontres 2002/2003 ?

Françoise TALIANO : Le programme 2002-2003 est en effet en cours d'élaboration. C'est l'heure délicate où les désirs doivent se confronter aux réalités. Si nous ne pouvons encore dévoiler entièrement les résultats de notre prospection pour ne pas donner de faux espoirs, nous pouvons déjà évoquer quelques



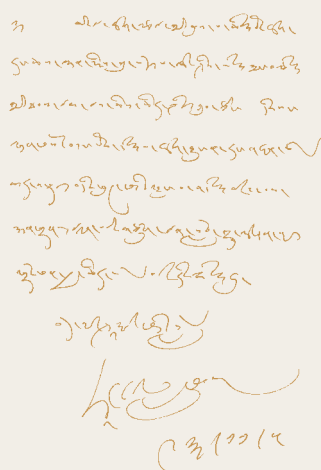
Françoise Taliano

étapes de l'année universitaire à venir : la première rencontre aura lieu au Centre d'Art Plastique Contemporain (Entrepôts Lainé) où se tiendra une exposition sur les années soixante-dix. Nous souhaitons à cette occasion prendre la mesure de l'héritage idéologique de cette décennie. La Rencontre décentralisée aura lieu cette année à l'hippodrome et au haras de Pau, le 14 novembre, sur le thème « l'homme et le cheval ». Nous pouvons déjà compter sur la participation de Pierre Durand. Un temps fort sera par la suite consacré à l'élargissement de l'Union européenne. Au printemps nous recevrons les étudiants des universités de Bilbao qui nous avaient accueillis il y a deux ans. A cette occasion, un grand oral de Christian de Porzamparc est prévu à la Base Sous-Marine sur le thème de l'aménagement urbain. La journée du vendredi sera consacrée à une découverte des châteaux du Médoc et de la gastronomie médocaine. Pour le reste les invitations se précisent au fil des jours. Le programme définitif sera annoncé le 24 octobre, lors de la Rencontre au CAPC.

EXTENSION(S) : Qu'est-ce qui vous attire le plus dans cette nouvelle mission ?

Françoise TALIANO : Cette nouvelle mission est un formidable challenge chaque année recommencé, ce qui en fait bien tout l'intérêt. D'autre part, les Rencontres portent en elles l'identité de Sciences Po Bordeaux, sa pluridisciplinarité, son esprit d'ouverture, sa vocation au dialogue, sa mise en avant d'une culture exigeante. Elles ont l'avantage de proposer un accès plus ludique, plus festif aux savoirs. Elles rassemblent de manière moins formelle qu'à l'ordinaire les énergies de l'établissement. Voilà pourquoi il est intéressant d'assurer leur pérennité. Enfin c'est un pari considérable que de réussir à faire venir des personnalités attractives. Car rappelons-le, dans un monde où tout se monnaie, nos invités ne sont pas rémunérés. Cette mission ardue et passionnante reste donc une mission de service public indispensable. ■

Extrait du Livre d'or : le dalaï lama



"Par nature, tout homme possède en lui, de façon innée, un important potentiel intellectuel, il ne tient qu'à lui de l'épanouir grâce à l'étude et à l'éducation. Qu'il y adjoigne la bonté et la détermination et il crée ainsi une source intarissable de bonheurs immédiats et de bienfaits indestructibles que ce soit pour lui-même ou pour autrui. Que de cet établissement universitaire de renom se déverse des flots bénéfiques pour les êtres, cela avec une puissance toujours accrue. Tel est mon souhait et mon espoir".

Tenzin GYATSO
XIVème Dalaï-Lama, 5/11/1993
(Trad. "Bureau du Tibet" - Paris)

L'Europe, Voyages aux Longs cours

Le développement du programme Erasmus-Socrates et l'augmentation du nombre de Filières Européennes Intégrées (FEI) confirment la politique d'ouverture sur le monde de Sciences Po Bordeaux.

Anne-Marie Motard, maître de conférence d'Anglais, met en exergue les vertus des enseignements cosmopolites de qualité.

Le film de Cédric Klaplich « *L'au-berge espagnole* » a fortement contribué à populariser le programme Erasmus-Socrates. Plus personne n'ignore aujourd'hui les bienfaits d'un long séjour universitaire à l'étranger et les charmes de la vie étudiante en communauté... européenne ! Un dispositif largement employé par Sciences Po Bordeaux. Actuellement, 105 élèves de l'Institut suivent une année d'études dans un établissement étranger, notamment dans les pays du Sud, du Nord et de l'Est de l'Europe (Italie, Espagne, Scandinavie, Pologne, Slovaquie, etc.). « Cette diversité est l'expression d'une politique européenne ambitieuse de l'Institut initiée par Robert Lafore, qui a souhaité renforcer le Service des Relations Internationales » précise Anne-Marie Motard, chargée de mission pour les Echanges européens et les Filières Européennes Intégrées. « Dans la nouvelle maquette pédagogique de l'Institut, nous encourageons les étudiants à partir à l'étranger pendant la troisième année de leurs études. Les élèves concernés doivent être capables de suivre les cours en anglais ou dans la langue du pays hôte. Il ne s'agit donc pas

d'un séjour linguistique mais bel et bien du suivi rigoureux d'une scolarité à l'étranger, validée par des acquis » précise Anne-Marie Motard, qui dresse l'inventaire d'une telle formule. « Nos étudiants reviennent plus mûrs et plus épanouis de leur voyage universitaire et culturel. L'expérience est enrichissante, tant sur le plan universitaire que personnel ».

Une innovation de Sciences Po Bordeaux : les Filières Européennes Intégrées

Outre ces nombreux atouts, le programme Erasmus-Socrates présente certaines limites, notamment celle de circonscrire à une seule année universitaire le vécu de l'étudiant hors de France. D'où le développement de Filières Européennes Intégrées. La première remonte à 1998 et concerne un partenariat Franco-Allemand avec la faculté de Sciences Politiques et Sociales de l'Université de Stuttgart. Pour la rentrée 2002-2003, trois nouveaux partenariats ont vu le jour,



Anne-Marie Motard

avec les universités de Cardiff, Turin et Grenade (lire ci-dessous). « Ces filières possèdent de nombreuses caractéristiques communes » souligne Anne-Marie Motard. « Elles concernent toutes un enseignement dispensé sur 4 ans (à raison, alternativement, d'une année à Bordeaux et d'une année dans l'université partenaire), présentent des procédures de sélection identiques devant un jury bilingue, délivrent deux diplômes distincts (ceux des deux établissements) et proposent un cursus intégré avec un suivi personnalisé des étudiants ». Limité à vingt élèves par filière (dix de Bordeaux, dix de l'université partenaire), l'enseignement est hautement qualifié et le recrutement très sélectif. Il forme des jeunes gens à l'aise dans deux systèmes universitaires et culturels et offre une ouverture sur le monde très appréciable. Un soin particulier a été réservé au choix des universités partenaires. La qualité et l'antériorité des

relations entre les établissements, la localisation et la dimension moyenne des villes retenues et les conditions d'hébergement et de transport des élèves ont notamment été très étudiées. Un responsable pédagogique anime chaque filière, qui présente enfin l'avantage d'offrir des débouchés multiples : carrières internationales, postes d'études dans des entreprises privées et publiques, etc. « Avec un tel cursus, le marché de l'emploi de ces étudiants se situe à l'échelle de l'Europe » conclut Anne-Marie Motard. Une appréciation qui s'appuie sur le vécu des premiers étudiants de la filière franco-allemande, sollicités par des employeurs français ou germaniques pendant leur stage de fin de session. Une preuve matérielle de la pertinence d'une formation européenne de qualité, particulièrement originale. Bordeaux a en effet été le premier IEP en France à proposer des cursus bi-nationaux totalement intégrés. ■

Les filières européennes intégrées

FILIERE INTEGREE FRANCO-ALLEMANDE STUTTGART (FIFA)

Andréa RÜCKERT

Création : octobre 1998.

Partenariat avec l'Université de Stuttgart (Institut für Politikwissenschaft).

Années 1 et 3 : à Bordeaux ; **années 2 et 4 :** à Stuttgart

Informations sur le partenaire allemand : www.stuttgart.de et www.uni-stuttgart.de

FILIERE BORDEAUX-GRENADE (FBG)

Christine GROSSELIN-LEMERY
Création : octobre 2002.

Partenariat avec l'Université de Grenade (Facultad de Ciencias Politicas).

Années 1 et 3 : à Bordeaux ; **années 2 et 4 :** à Grenade

Informations sur le partenaire espagnol : www.ugr.es et www.granada.org

FILIERE BORDEAUX-TURIN (FBT)

Marco MARANGONI

Création : octobre 2002.

Partenariat avec l'Université de Turin (Facoltà di Scienze Politiche)

Années 1 et 3 : à Bordeaux ; **années 2 et 4 :** à Turin

Informations sur le partenaire italien : www.unito.it et www.comune.torino.it/infogio

FILIERE BORDEAUX-CARDIFF (FBC)

Anne-Marie MOTARD

Création : octobre 2002.

Partenariat avec l'Université de Cardiff (School of European Studies)

Années 1 et 3 : à Cardiff ; **années 2 et 4 :** à Bordeaux

Informations sur le partenaire britannique : www.cf.ac.uk/uwc/euros et www.aboutbritain.com/towns/Cardiff.asp

Un porte parole polyglotte

Ancien élève de l'Institut, François Rivasseau donne des cours au Centre de préparation aux concours de Sciences Po Bordeaux. L'occasion pour le porte-parole du quai d'Orsay de replonger dans ses racines.

Grand, mince, les yeux bleus, le regard clair, le sourire avenant et le contact charmeur. François Rivasseau a le physique de l'emploi. Conseiller des Affaires Etrangères, porte-parole, directeur de l'information et de la communication du Ministère des Affaires Etrangères, l'ancien étudiant de Sciences Po Bordeaux (promotion 75) semble avoir été taillé sur mesure pour jouer les chantages de la diplomatie française. Avec l'humour en prime. Son allusion à la publicité de « *L'ambassadeur des Ferro Rocher* » comme caricature d'une profession méconnue le prouve. Pessacais d'origine, étudiant, il avait opté pour la section « service public » et se sentait l'âme d'un enseignant. Doué pour le sport, le jeune homme qui courait avec l'équipe universitaire le 100 mètres en moins de 11,5 secondes allait connaître une vie dense, riche et variée. Fier d'être sorti major du concours d'Inspecteur jeunesse et sport, il oublierait presque de son cursus une préparation réussie à

l'ENA et un passage parmi l'élite de l'administration française. Il débute sa vie professionnelle comme conseiller du Tribunal administratif de Poitiers puis de Bordeaux, jusqu'à son recrutement au Ministère des Affaires Etrangères en 1987.

Une vie professionnelle dense

Profitant d'une opportunité, il part trois ans en Colombie pour occuper le poste de n°2 de l'Ambassade de France. « *Plus de la moitié des fonctions diplomatiques à l'étranger comporte des risques sérieux* » explique François Rivasseau. « *Les diplomates localisés dans ces régions du monde éloignées de la France sont exposés à la guérilla, à la violence ou aux maladies. La plupart vivent une vie aventureuse sans jamais l'avouer* ». L'intéressé est bien placé pour en parler. Il a croisé le chemin des sbires de Pablo Escobar et résisté à des menaces et à des pressions de tout genre. Une vie romanesque qui servirait de fil rouge à un scénariste en mal d'inspiration. « *Ce fut une période riche et très structurante pour moi. Mes responsabilités étaient importantes, mon autonomie très grande et mes actions de terrain quotidiennes* » préfère-t-il résumer. De retour en France au début des années 90, l'ancien étudiant de Sciences Po Bordeaux, travaille sur le dossier de

l'OTAN. « *J'étais en charge des relations avec le ministère de la Défense. C'était un poste sensible et stimulant sur le plan intellectuel* ». Il enchaîne avec le poste de sous-directeur à la direction des Affaires politiques du Ministère, chargé du dossier « Nations-Unies ». « *C'était la grande époque de l'organisation internationale, après la chute du mur de Berlin. J'ai travaillé sur de gros dossiers brûlants, comme ceux de la Yougoslavie et la Somalie* ». Il est nommé ensuite à Genève comme représentant adjoint de la France au sein du club des pays chargés de rédiger le traité d'interdiction des essais nucléaires, projet qu'il conduira jusqu'à son terme. « *C'était le nec plus ultra des questions stratégiques et de la négociation bilatérale* ».

Porte-Parole du Quai d'Orsay

Son retour au « Département » s'effectue en 1998, il occupe alors le poste de porte-parole adjoint du quai d'Orsay, avant de devenir porte-parole à son tour, en l'an 2000. Une fonction qu'il occupe toujours, malgré les



Francis Rivasseau

élections et le changement de majorité présidentielle. Un métier complexe et exposé. « *C'est une des rares fonctions où vous pouvez sauter pour un mot* » remarque-t-il avant de dresser l'inventaire d'une passionnante mission « *de communication, de diplomatie et de transparence* », relais du « quatrième pouvoir », en contact quotidien avec la presse française et internationale. Et d'ajouter : « *Porte-parole c'est une école de modestie, car tu dois dire ce qu'on te dit de dire, mais tu as aussi une marge de manœuvre parce que c'est toi qui choisit la manière de le dire ou de ne pas le dire* ». Une expérience qu'il transmet à ses élèves de Sciences Po Bordeaux, regrettant au passage que la diplomatie soit peu et mal étudiée dans le circuit des Grandes Ecoles. Une science que François Rivasseau, dans le strict respect de son devoir de réserve, se charge de démystifier. Le mythe, lui, risque d'avoir la peau dure. ■

Un stratège de « diplomacy »

François Rivasseau a découvert le jeu de stratégie « *Diplomacy* » en 1981. Quelques années plus tard, il en deviendra le « meilleur joueur de France par correspondance ». Cette discipline, dont les parties durent une journée ou deux, consiste à convaincre vos partenaires de vous laisser gagner. « *C'est un support fascinant pour mettre à jour les systèmes de relations humaines des individus* » précise celui qui deviendra Président de la Fédération française de la spécialité jusqu'en 1995 et créera une association au niveau européen et mondial. François Rivasseau organisa notamment à trois reprises une manche du championnat de France de « *Diplomacy* » dans les locaux de Sciences Po Bordeaux.



Directeur de la publication : Robert LAFORE

Comité de lecture :

Robert LAFORE, Didier CHABAULT, Jean PETAUX

Coordination : Jean PETAUX

Rédaction en chef :

Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »

Edition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »

Maquette : Thierry PIERS, « Microclimat »

Mise en page : Jean-Thierry DINH « InterService »

Photos : Laurent WANGERMEZ,

Impression : « Imprimerie Cazabonne », Bordeaux

N°ISSN : en cours



SCIENCES PO BORDEAUX

11, Allée Ausone - Domaine universitaire
33607 PESSAC - CEDEX

Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 37 45 37

www.sciencespobordeaux.fr

j.petiaux@sciencespobordeaux.fr

« *Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université* ».

Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945,
portant création des Instituts d'Etudes Politiques.